



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de l'expertise et de la modernisation  
Sous-direction des affaires juridiques**

Bureau de la programmation, de la coordination et du  
contentieux de l'activité normative

Paris, le 10 février 2022

Affaire suivie par : Mme Catherine LAURENT

Monsieur Richard Cahill

[dada+request-1486-591f2170@madada.fr](mailto:dada+request-1486-591f2170@madada.fr)

[dada+request-1487-85e31742@madada.fr](mailto:dada+request-1487-85e31742@madada.fr)

**Objet** : Votre demande de communication « *du nombre de descentes policières faisant partie d'une enquête du Parquet national financier et du nombre de rapports que le Parquet national financier a reçus de lanceurs d'alerte* ».

Monsieur,

Par deux courriels du 25 novembre 2021, vous avez demandé à avoir communication, d'une part, « *du nombre de descentes policières faisant partie d'une enquête du Parquet national financier* » et, d'autre part, « *du nombre de rapports que le Parquet national financier a reçus de lanceurs d'alerte* ».

Je vous informe que le Parquet national financier n'établit pas de statistiques sur les perquisitions réalisées dans le cadre des enquêtes préliminaires, ni sur les signalements reçus de lanceurs d'alerte. Les données statistiques demandées n'existent donc pas en l'état, ni ne peuvent être obtenues par un traitement automatisé d'usage courant. Dès lors, il n'est pas possible de vous communiquer les informations demandées.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes cordiales salutations.

Le Sous-directeur des affaires juridiques  
générales et du contentieux



Gérald CONTREPOIS